Guy Rocher
sociologue, Université de Montréal
(1975)

“La restructuration scolaire de l’Île de Montréal”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Guy Rocher, “La restructuration scolaire de l'Île de Montréal”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de la Société royale du Canada (Académie des Lettres et des Sciences humaines), *Le Rapport Parent, dix ans après*. En collaboration. Chapitre VI, pp. 97-105. Montréal: Éditions Bellarmin, 1975, 163 pp.

M. Guy Rocher (1924 -) professeur de sociologie et chercheur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée par M. Rocher le 15 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres.]

guy.rocher@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 avril 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Introduction](#)

[Les principes d'une restructuration scolaire](#)

[Les recommandations de la Commission Parent](#)

[La suite des événements ...](#)

[La Loi 71 actuellement en vigueur](#)

[Conclusion](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Pendant les travaux de la Commission Parent, le ministre de l'Éducation du temps, monsieur Paul Gérin-Lajoie, crut devoir, à un certain moment, créer un comité d'étude spécial chargé de lui faire des recommandations sur la réorganisation des commissions scolaires de l'Île de Montréal. Il jugeait que ce problème devenait crucial, était particulièrement épineux et allait requérir des études particulières. Toutefois, avant de mettre ce projet à exécution, il voulut consulter la Commission Parent. Celle-ci réagit négativement à cette idée, invoquant le fait qu'elle considérait de son mandat de faire les recommandations appropriées au Gouvernement à ce sujet et qu'elle comptait bien le faire dans le cadre du projet de réforme générale des commissions scolaires qu'elle devait soumettre dans la dernière tranche de son rapport. Un comité spécial, ne travaillant que sur la restructuration de l'Île de Montréal, risquait d'être démuni pour faire des recommandations, sans connaître le cadre général des réformes de structure que la Commission Parent allait proposer. Monsieur Gérin-Lajoie se rendit à ces raisons et consentit à attendre les conclusions du Rapport Parent.

De fait, la Commission Parent avait déjà entrepris des démarches pour faire faire un travail de recherche sur la restructuration scolaire de l'Île de Montréal, tâche qu'elle confia à l'abbé Norbert Lacoste, du Département de sociologie de l'Université de Montréal. Celui-ci avait publié, quelques années auparavant, l'étude la plus appropriée que l'on ait encore sur la structure démographique, économique et sociale de la région métropolitaine de Montréal.

Après plusieurs mois de travail, il soumit à la Commission un rapport sur les critères pouvant servir de fondement à la restructuration scolaire ainsi que des cartes des découpages possibles qu'on pouvait faire à l'occasion d'un regroupement des unités administratives déjà existantes. C'est principalement à partir de ce document que la Commission Parent réfléchit au problème de la restructuration scolaire à Montréal, qu'elle prit ses décisions et qu'elle fit ses propres recommandations.

Les principes d'une restructuration scolaire

[Retour à la table des matières](#)

On peut dire que les recommandations de la Commission Parent sur la restructuration scolaire de l’Île de Montréal se sont inspirées de quatre principes. Le premier voulait qu'on cherche à rendre l'organisation scolaire de l’Île de Montréal aussi peu différente que possible de celle du reste du Québec. Bien sûr, les conditions démographiques, économiques, sociologiques de la région métropolitaine de Montréal ne sont pas tout à fait les mêmes que dans le reste de la province. Certaines adaptations pouvaient donc être nécessaires. Mais il nous semblait que les particularités de la région montréalaise avaient été jusqu'ici invoquées à tort pour maintenir des différences telles que, par exemple, un régime scolaire beaucoup moins démocratiquement organisé que dans le reste de la province, ou encore pour justifier le fait que la C.E.C.M. et le *Protestant School Board of Greater Montreal* constituaient des ensembles presque autonomes, des sortes de mini-ministères de l'Éducation.

En second lieu, on croyait qu'il fallait dans l'Île de Montréal, comme dans le reste de la province, mettre fin à la multiplicité des petites commissions scolaires, pour confier l'enseignement élémentaire et secondaire à un même corps administratif ayant juridiction sur un territoire assez vaste pour être en mesure d'administrer les deux niveaux en même temps. Dans le cas de l’Île de Montréal, cela voulait dire que l'on devait abolir le régime des disparités entre les très grandes commissions scolaires, comme la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, et les petites commissions scolaires, dont certaines étaient même minuscules.

En troisième lieu, les membres de la Commission Parent en étaient venus à la conclusion que les commissions scolaires n'avaient pas, pour la plupart, et

ne devaient plus avoir, de caractère confessionnel. Il nous était apparu que la très grande majorité des commissions scolaires étaient communes et non-confessionnelles, administrant des écoles catholiques ou protestantes, selon que la majorité de la population était catholique ou protestante. Une des principales exceptions était cependant la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, aussi bien que *The Protestant School Board of Greater Montreal*, dont la confessionnalité était garantie par l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, étant donné que leur existence confessionnelle avait déjà été garantie par la Loi avant 1867. Nous avons cependant cru que la population montréalaise, protestante et catholique, accepterait d'abandonner ce privilège, dont le fondement nous était apparu de plus en plus douteux.

Enfin, le quatrième principe voulait que l'on établisse la parité des charges fiscales et des services scolaires pour l'ensemble de la population. La multiplicité des commissions scolaires avait pour effet que les impôts scolaires étaient très variables d'un territoire à l'autre et que la richesse des commissions scolaires l'était aussi, ce qui avait pour conséquences que les contribuables étaient inégalement taxés et que les enfants ne bénéficiaient pas des mêmes services scolaires selon le territoire qu'ils habitaient. Sur l'Île de Montréal, les différences de régime fiscal étaient criantes, car certaines municipalités bénéficiaient d'un impôt scolaire prélevé sur de riches propriétés foncières, de même que d'autres municipalités scolaires bénéficiaient des impôts de grosses entreprises industrielles établies sur leur territoire, tandis que plusieurs autres commissions scolaires avaient des revenus à peine suffisants.

Les recommandations de la Commission Parent

[Retour à la table des matières](#)

Pour appliquer ces principes, la Commission Parent en vint à la conclusion qu'il fallait opérer une réforme radicale de l'organisation scolaire de l'Île de Montréal. Les changements proposés se ramenaient, dans leurs grandes lignes, aux recommandations suivantes :

1. les quarante-et-une commissions scolaires, « catholiques » et « protestantes » qui existaient alors sur le territoire de l'Île de Montréal devaient être remplacées par sept commissions scolaires ;

2. chacune de ces sept commissions scolaires serait responsable d'assurer l'enseignement pré-scolaire, élémentaire et secondaire sur tout son territoire ;
3. ces commissions scolaires seraient couronnées par un Conseil de développement scolaire de l’Île de Montréal, chargé de répartir équitablement la masse monétaire entre les sept commissions scolaires, ainsi que de remplir certaines fonctions administratives ;
4. les membres des commissions scolaires devaient être élus par un collège électoral composé de délégués des comités scolaires, lesquels comités scolaires étaient eux-mêmes élus par les parents des élèves fréquentant l'école;
5. les commissions scolaires seraient unifiées, c'est-à-dire ne seraient ni confessionnelles ni divisées selon la langue. Chacune administrerait des écoles catholiques, protestantes, non confessionnelles, anglaises et françaises;
6. la Commission Parent recommandait le même régime scolaire pour tout le Québec, y compris la mise sur pied de Conseils de développement scolaire pour coiffer les nouvelles commissions scolaires de chaque région.

La suite des événements ...

[Retour à la table des matières](#)

On sait que les recommandations de la Commission Parent sur la réorganisation des commissions scolaires, particulièrement celles de l’Île de Montréal, ont provoqué beaucoup de réactions et de discussions. L'idée d'établir des commissions scolaires unifiées à Montréal, aussi bien que sur tout le territoire du Québec, a particulièrement rencontré de violentes résistances. Elle a été combattue par ceux qui tenaient à des commissions scolaires confessionnelles, aussi bien que par ceux qui tenaient à des commissions scolaires divisées suivant la langue. Il est ainsi arrivé que des catholiques, des protestants et des séparatistes se retrouvaient côte à côte pour combattre la nouvelle conception des commissions scolaires proposée par la Commission Parent. Les raisons invoquées n'étaient évidemment pas les mêmes. Depuis longtemps, les protestants ne croient plus en la confessionnalité scolaire, mais

ils l'utilisent comme paravent pour préserver leur vieux privilège d'une organisation scolaire entièrement autonome de toute autre autorité, qu'elle soit provinciale ou régionale. Depuis près de cent ans, les protestants avaient en effet joui d'une totale indépendance dans l'administration de leurs écoles, publiques aussi bien que privées, à Montréal et dans le reste du Québec. De leur côté, les séparatistes ont vu dans ce projet la reconnaissance d'un bilinguisme dont ils ne voulaient pas pour le Québec et ils réclamaient à la place un système d'enseignement qui fut francophone, même si certains d'entre eux acceptaient qu'on puisse reconnaître l'existence d'écoles anglophones, à certaines conditions. Enfin, du côté catholique, ce furent surtout des catholiques appartenant à des mouvements que j'appelle pour ma part traditionalistes ou conservateurs, d'ailleurs en partie appuyés par l'épiscopat, qui s'opposèrent à la conception de l'organisation scolaire mise de l'avant par la Commission Parent.

Je n'ai malheureusement pas le temps de résumer, ne fût-ce que sommairement, les événements qui ont suivi la parution du Rapport Parent pour ce qui se rapporte à la restructuration scolaire de l'Île de Montréal. Qu'il me suffise d'évoquer les travaux du Comité Pagé, chargé de reprendre les recherches de la Commission Parent, de rouvrir tout le dossier et de présenter au Gouvernement de nouvelles recommandations. Puis, deux projets de loi furent successivement présentés à l'Assemblée nationale, sans succès. Le premier fut patronné par le ministre Jean-Guy Cardinal, dans le remous de la fameuse Loi 63 que le gouvernement Bertrand venait de faire adopter non sans difficulté. Le projet Cardinal s'inspirait nettement du Rapport Parent. Défendu d'abord mollement par son proposeur, puis de plus en plus vigoureusement au fur et à mesure que montait l'opposition, il n'eut pas le temps de franchir les étapes nécessaires à l'Assemblée nationale avant le déclenchement de l'élection de 1970. Le second projet fut préparé par le ministre Guy Saint-Pierre. Il s'inspirait du projet Cardinal mais en l'édulcorant et en y ajoutant des compromis qui n'eurent pas l'heur de satisfaire les principaux opposants. Cette fois, devant l'opposition montante à nouveau, ce fut le Premier Ministre Bourassa lui-même qui se chargea de retirer le projet de loi que défendait encore son ministre de l'Éducation.

La Loi 71 actuellement en vigueur

[Retour à la table des matières](#)

Finalement, le ministre François Cloutier présenta le projet de Loi 71, qui avait la précaution de ne pas tout régler d'une manière définitive, ce qui le rendait apparemment plus acceptable, ou du moins, moins ouvert aux critiques que les projets de loi précédents. Le projet de Loi 71 fut finalement adopté par l'Assemblée Nationale et c'est sous l'empire de cette Loi que fonctionne présentement l'organisation scolaire de l’Île de Montréal.

Les grandes lignes de cette Loi sont les suivantes:

1. les 33 commissions scolaires qui existaient au moment de la loi sont remplacées par huit commissions scolaires ;
2. ces commissions scolaires sont déclarées confessionnelles par la loi elle-même, qui crée six commissions scolaires catholiques et deux protestantes ;
3. une carte accompagne la Loi, qui divise l'ensemble du territoire de l’Île de Montréal entre ces six commissions scolaires catholiques et ces deux commissions scolaires protestantes,
4. la Loi 71 s'inspire du Rapport Parent en ce qu'elle crée un Conseil scolaire de l’Île de Montréal chargé de répartir les fonds entre les huit commissions scolaires ;
5. les représentants à ces commissions scolaires locales sont élus au suffrage universel;
6. la Loi établit l'égalité des charges fiscales sur le territoire de l’Île de Montréal;
7. le Conseil scolaire de l’Île de Montréal est en même temps un corps administratif et un comité d'étude: il est chargé de faire des recommandations au Lieutenant-gouverneur en conseil sur la réorganisation scolaire de l’Île de Montréal, d'ici le 31 décembre 1975. Il lui est loisible de faire toute recommandation qu'il juge opportune, y compris

celle de réorganiser le régime scolaire sur des bases autres que les critères de confessionnalité qui ont été retenus dans la Loi 71.

Évidemment, cette dernière recommandation est particulièrement étrange. Un même corps ce défini à la fois comme administratif et consultatif. Cela signifie que toute l'étude de la réorganisation scolaire de l'Île de Montréal qui se poursuit depuis au moins dix ans n'est pas terminée. Le Gouvernement actuel n'a rien arrêté de définitif, de sorte que nous vivons toujours dans le provisoire. Étrange provisoire, cependant, qui a réorganisé les commissions scolaires sur une nouvelle base tout en disant que celles-ci étaient incertaines et pouvaient être modifiées dans un avenir rapproché !

En réalité, cependant, si on y regarde de près, la nouvelle carte scolaire de la Loi 71 n'a pas tranché dans le vif. Elle utilise les frontières déjà existantes, soit pour regrouper certaines commissions scolaires moyennes ou petites, soit pour reconnaître les grandes commissions scolaires existantes. Ainsi, la Commission des écoles catholiques de Montréal continue à exister comme auparavant, de même que la Municipalité scolaire de Verdun et, du côté protestant, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal (*Protestant School Board of Greater Montreal*). Les nouveaux territoires sont donc ou bien tout simplement d'anciens territoires déjà existants (la C.E.C.M.) ou bien des territoires constitués par regroupement ,d'anciens petits territoires.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes de toute évidence devant une histoire inachevée. Histoire pourtant déjà complexe, pleine d'incidents et de rebondissements. Histoire faite aussi de nombreuses hésitations de la part des gouvernements successifs qui ont tour à tour cherché à mettre un peu plus d'ordre dans l'anarchie qui régnait depuis bien longtemps dans l'organisation scolaire de -tout le territoire de l'Île de Montréal.

La Loi 71 a le mérite d'avoir fait un peu plus d'ordre qu'auparavant, particulièrement en mettant fin aux inégalités fiscales très graves qui existaient jusque-là. En outre, la Loi 71 a établi pour la première fois un régime démocratique d'élection des commissions Scolaires à Montréal, qui va plus loin que les propositions du Rapport Parent.

Cependant, il faut regretter que le regroupement scolaire de l’Île de Montréal proposé par la Loi 71 ne soit encore qu'un demi-pas, plutôt qu'un véritable pas en avant. Comme on vient de le voir, rien n'est encore réglé. Tout est en suspens, jusqu'au rapport que doit remettre le Conseil scolaire de l’Île de Montréal. Mais on sait le sort qui a été fait jusqu'ici aux différents rapports préparés à l'intention du Gouvernement québécois. On peut donc dire que l'avenir demeure toujours incertain et que les jeux sont encore à faire.

Fin du texte